

# PSA veut supprimer 6000 emplois en 2012 :

## Préparons la riposte nationale !

La plupart des salarié-e-s de PSA se doutait que la direction générale annoncerait des suppressions de postes dans les mois à venir, sans néanmoins accepter de tels choix. Ceux-ci sont d'autant plus un manque de respect, quand les salarié-e-s l'apprennent avant tout dans la presse, et connaissent des mesures de chômage partiel depuis au moins plusieurs mois.

Les syndicats SUD de PSA, réunis au sein de l'Union syndicale Solidaires industrie, ont toujours été très clairs concernant l'emploi : le personnel n'a pas à subir des choix de la direction en matière de réductions des coûts, qui ne servent au final qu'à augmenter les bénéfices, et les plus hauts salaires des cadres dirigeants.

Vouloir supprimer plus de 10% des emplois dans le groupe PSA est une véritable provocation, à laquelle il faudra réagir sans tarder par une riposte syndicale, dans l'unité la plus large possible.

Au quotidien, la majorité des salarié-e-s de PSA, connaissent des conditions de travail désastreuses qui les frappent et marquent à vie ; Elles ne sont pas propres à PSA mais touchent de nombreux salarié-e-s entreprises du secteur de l'automobile (Renault, Toyota..) et leurs sous-traitants (Sevelnord, Lear, Trigo..). Aujourd'hui, en guise de remerciements, ce sont ces mêmes salarié-e-s qui seraient jetés dehors pour des considérations plus ou moins économiques de la direction. Bien entendu, les premiers touchés seront encore et toujours les intérimaires, secteur dans lequel Solidaires se développe afin de faire cesser la précarité.

La France ne sera pas le seul pays touché, mais il s'agit bien d'un plan au niveau Européen. Pour nous, ils n'est pas question de savoir les «pourquoi» du licenciement ou de le justifier «par une la crise» : le taux de marge recherché par le groupe PSA ne sera jamais un argument qui tiendra la route. Dans cette course à la concurrence, c'est toujours le personnel qui trinque. Ce que PSA fait aujourd'hui, Renault le fera demain.

Dans le même temps, plusieurs entreprises continuent de supprimer des emplois : Fralib, Fonderie du Poitou, M-Real... Notre Union syndicale réclame depuis longtemps un droit de veto pour les comités d'entreprise, notamment en matière de licenciements économiques et/ou de suppressions d'emplois.

Nous sommes convaincus que nous pouvons faire reculer la direction de PSA, en usant de méthodes légitimes, notamment par le recours à un mouvement de grève nationale. Les syndicats SUD de PSA, loin des beaux discours en CCE ou ailleurs, bien loin des compromis avec la direction, appellent l'ensemble des salarié-e-s à discuter dès maintenant de l'organisation d'une grève nationale reconductible. Ils mettront tout en oeuvre, aux côtés de ceux qui veulent lutter contre les licenciements annoncés, pour faire en sorte d'obtenir satisfaction.



## Tout est à nous, rien n'est à eux : Zéro licenciement chez PSA !